

centro de trabalho
INDIGENISTA
1941
P. La...fi

Motion de l'Assemblée Générale des ONG
Tiers-Monde Européennes (Avril 1982)

A propos du prêt demandé par le Brésil à la CEE pour l'exploitation du gisement de fer de Carajas :

MOTION VOTÉE, A L'UNANIMITE, moins 4 abstentions,
par l'ASSEMBLEE GENERALE DES O.N.G. Européennes,
le 1er Avril 1982 à Bruxelles.

L'Assemblée générale des O.N.G. Européennes, réunie à Bruxelles du 30 Mars au 1er Avril 1982 :

- informée du projet de la CEE de proposer qu'un prêt de 600 millions de dollars soit accordé, dans le cadre du traité CECA, à une compagnie privée brésilienne pour contribuer à l'exploitation des mines de fer de Carajas, en Amazonie, et à l'exportation du minerai ;

- informée, par ailleurs, sur les conditions dramatiques dans lesquelles se met actuellement en place le projet d'exploitation des mines de Carajas : destruction de la forêt, sans aucune mise en valeur ; expulsion violente, sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares, des petits agriculteurs présents (20 000 familles) ; récupération des terres, brûlées et "nettoyées" de leurs occupants, par des gros propriétaires terriens, nationaux et multinationaux, dont le seul but est la spéculation foncière ; tout ceci, avec l'appui officiel du gouvernement brésilien, pour exploiter au plus vite, au profit de l'exportation vers les pays riches, l'ensemble des ressources minières, considérables, de Carajas ;

- demande à la CEE :

- ① - de sursoir à toute proposition de prêt dans l'attente d'un complément d'information
- ② - d'envoyer au Brésil une mission d'enquête à laquelle il serait souhaitable que des ONG puissent participer.



CARAJAS : LE PROJET ET SES CONSEQUENCES

1 - HISTORIQUE

Le relevé géologique de la région de Carajas a été effectué durant les années 60 par une entreprise privée, la PROSPEC, pour le compte du Département National de Production Minérale (DNPM); à l'époque, les géologues avaient estimé que Carajas était formé de montagnes calcaires. Ces relevés avaient été "bédés" à l'U.S. Geological Service; plus tard, en 1967, un géologue américain, John TOLBERT, en possession de ces relevés, vient faire sur place des recherches pour le compte de la Companhia Meridional de Mineração (filiale de l'US Steel). Il découvre alors que la "montagne calcaire" renferme un des plus riches gisements de fer du monde. Il en avertit aussitôt secrètement l'US Steel qui fait déposer au DNPM 167 demandes de permis d'exploitation au nom de chacun des employés de la Companhia Meridional de Mineração.

Mais l'affaire s'ébruita et provoqua un certain scandale qui empêcha l'US Steel de s'appropriier complètement les richesses de Carajas. Il s'ensuivit une longue période de discussions; propositions et contre-propositions entre une entreprise minière gouvernementale, la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD) et l'US Steel qui ne s'acheva qu'en 1977 quand la CVRD versa 50 millions de dollars à l'US Steel. Ce fut vraiment un cadeau pour les Américains qui n'avaient pratiquement rien investi dans ce projet.

Après avoir récupéré la possession de Carajas, le Brésil s'est trouvé confronté au problème du manque de ressources pour développer le projet. Le gouvernement s'est alors adressé aux Japonais qui, par l'intermédiaire de la Nippon Steel, étaient déjà les principaux acheteurs de minerai de fer brésilien.

Ceux-ci firent une étude sur Carajas dont la conclusion fut que le transport du minerai par la voie ferrée qu'il faudrait construire, reviendrait trop cher.

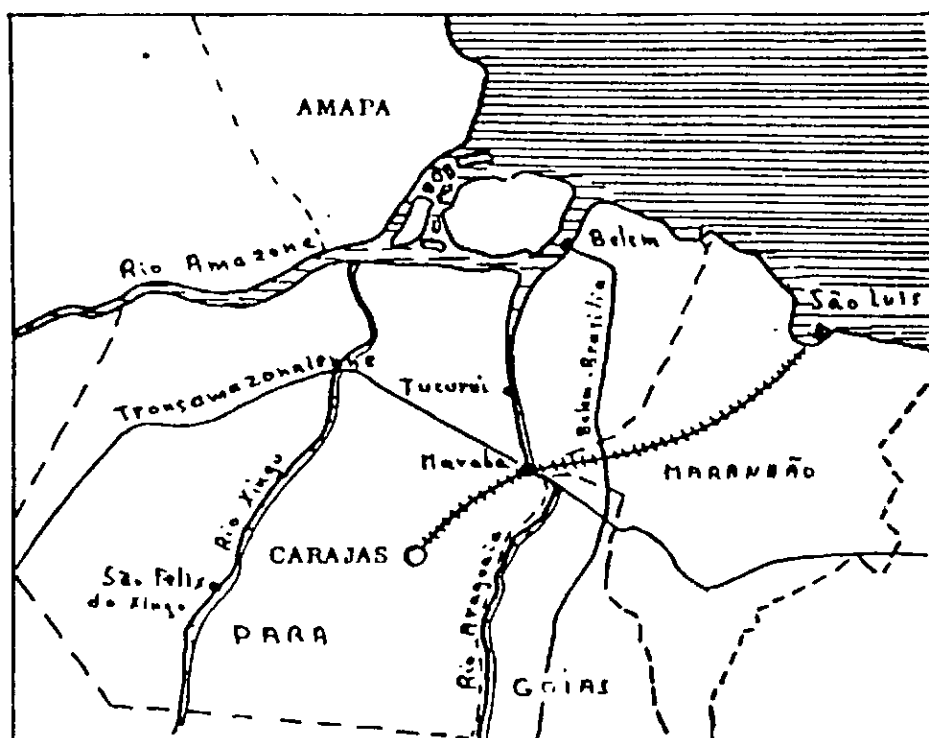
C'est alors que le Président de la CVRD, Eliezer BATISTA, trouva une solution miraculeuse : l'exploitation du fer de Carajas serait une partie ou le noyau d'un projet beaucoup plus vaste qui comprendrait, non seulement l'exploitation de tous les minerais de la région (cuivre, nickel, étain or ...), mais aussi des projets forestiers et agro-industriels. C'est ainsi qu'est né,

en trois mois, le projet Grand Carajas dont le sous-titre est un projet national d'exportation.

2 - CARAJAS : UN PROJET NATIONAL D'EXPORTATION

Ce projet est fondé sur deux caractéristiques très favorables à son exploitation : sa situation géographique et son potentiel minier.

Sa localisation (voir carte) présente un grand intérêt économique. Le complexe est situé entre deux fleuves : à l'Est, l'Araguaia, à l'ouest, le Xingu. Au Nord, il est limité à Marabá et au Sud, à São Felix do Xingu. Ce quadrilatère de 30 000 km² est donc riche en ressources hydrauliques et il est à proximité de la gigantesque centrale hydro-électrique de Tucuruí.



Sa richesse minière est composée de gisements de fer, manganèse, cuivre, bauxite, étain, plomb, nickel et or.

Pour exploiter les richesses de cette région, un plan est donc en train de se mettre en place et par son gigantisme, il peut se comparer à celui de la construction du canal de Suez à une autre époque.

L'investissement total pour la réalisation de tout le projet serait de 62 milliards de dollars. La première partie est constituée par l'exploitation du fer et des autres minerais ainsi que par la construction du port de Ponta de Areia (près de Sao Luis) et de la voie ferrée qui le reliera à Carajas. Cette première partie - prioritaire - est estimée à 34 milliards de dollars pour la décennie 80.

Les ressources minières de la région sont colossales et variées :

- les gisements de fer initialement évalués à 18 milliards de tonnes seraient en réalité de 50 milliards de tonnes, ce qui donnerait au Brésil la seconde position mondiale quant aux réserves de ce minerai. De plus, ce minerai est, pour une grande partie, de très haute teneur (plus de 64 %)
- 1 milliard de tonnes de minerai de cuivre
- 2,2 milliards de tonnes de bauxite
- 47 millions de tonnes de nickel
- 59 millions de tonnes de manganèse
- sans compter le zinc, l'argent, le chrome et l'or.

Le financement de cette phase sera établi par une harmonieuse "concentration" de capitaux étrangers (80 %) et nationaux. Comme l'a dit en Octobre 1981 Cesar CALS, Ministre des Mines et de l'Energie, le projet Carajas est le projet qui a le plus de "charme" dans le monde. Quelques-uns de ces charmes sont énumérés dans la rédaction du projet : "existence de matières premières abondantes, faible coût de l'énergie électrique, main d'oeuvre bon marché, contrôle anti-pollution peu rigoureux, transports efficaces".

Les investisseurs étrangers ne sont pas restés insensibles à tant de charmes réunis : l'US Steel a déjà déclaré son intérêt pour le fer, ainsi que les Japonais et les Allemands. Le manganèse est disputé par les Français et par la Meridional, filiale de l'US Steel. Esso et un groupe sud-africain anglo-américain sont intéressés par le cuivre. Quant à la bauxite, elle est disputée par le Japon, le Canada, les Etats Unis et la Suisse.

Les deux autres parties, beaucoup moins développées dans la présentation du projet, concernent la forêt et l'agriculture. L'exploitation forestière qui prévoit la fabrication de 25 milliards de mètres cubes de charbon végétal par an touchera 2,4 millions d'hectares de forêt amazonienne.

Quant aux projets agro-industriels, ils devront occuper environ 7 millions d'hectares : les Japonais sont intéressés dans la production de soja, de manioc et de canne à sucre pour fabriquer l'alcool.

3 - LE SECTEUR MINIER AUX MAINS DE L'ETRANGER

Carajas n'est pas une première. Il y a eu des précédents, comme par exemple, le manganèse de la chaîne des Navios. Ce gisement de manganèse (le second du Brésil et l'un des principaux du monde quant à sa teneur : 49 %) appartient maintenant à l'histoire. L'essentiel de ses 25 millions de tonnes de haute teneur a été transféré à Pittsburg pour alimenter la sidérurgie nord-américaine. La chaîne des Navios a été exploitée durant 25 ans par la Bethlehem Steel à qui l'on a offert des exemptions d'impôts et de taxes pour en finir pratiquement avec toutes les richesses minières du territoire fédéral de l'Amapa.

année	exportation de manganèse	recette
1961	868 000 t	32 millions US \$
1971	1 171 000 t	27 millions US \$

Annuaire Minéral Brésilien (1973)

En 10 ans, les prix à l'exportation ont chuté de près de 50 % sans considérer la dévaluation de la monnaie - tandis que le prix des produits manufacturés aux Etats Unis a plus que doublé.

De plus, maintenant, les entreprises nationales brésiliennes sont obligées d'importer du manganèse des pays africains. L'immense richesse de la chaîne des Navios n'a absolument rien apporté à la croissance économique régionale. La population du territoire continue à vivre dans la même pauvreté, sous-alimentée et exposée aux maladies contagieuses.

La cas du manganèse n'est pas isolé. Une étude du "Secteur Minier et Recherche Technologique" réalisée par le Conseil National de la Recherche (CNPq) montre que 100 % de la production nationale de plomb, nickel et amiante est aux mains de l'étranger. De plus, les entreprises étrangères dominent 80 % de la production de l'or, 65 % de celle de l'aluminium et plus de 50 % pour les autres minerais. Les données suivantes de la Banque Centrale sont la preuve de cette invasion.

L'invasion du secteur minéral (US\$ 1 000)

année	investissement	ré-investissement	total	rapatriement
1968	16 610	8 136	24 746	64
1973	93 885	25 192	119 077	2 440
1977	192 063	50 500	242 563	17 157

En 9 ans, les investissements ont été multipliés par 10 et les rapatriements de bénéfices par 260 !!!

Il existe au Brésil 1 550 entreprises du secteur minier, filiales de groupes étrangers. Ces filiales acquièrent les mines et les gardent en attendant le meilleur moment pour les exploiter en fonction de leurs intérêts sur le marché international (intérêts qui, en général, ne coïncident guère avec ceux du Brésil). La stratégie des groupes étrangers est d'importer chez eux les minerais à l'état brut et de vendre au Brésil les produits finis.

De plus, en exportant les minerais, les groupes pratiquent la sous-facturation. Il s'ensuit que les prix à l'exportation ne sont souvent pas suffisants pour compenser les coûts d'extraction : ainsi les filiales de multinationales présentent des bénéfices réduits et ne paient pratiquement pas d'impôts sur le revenu.

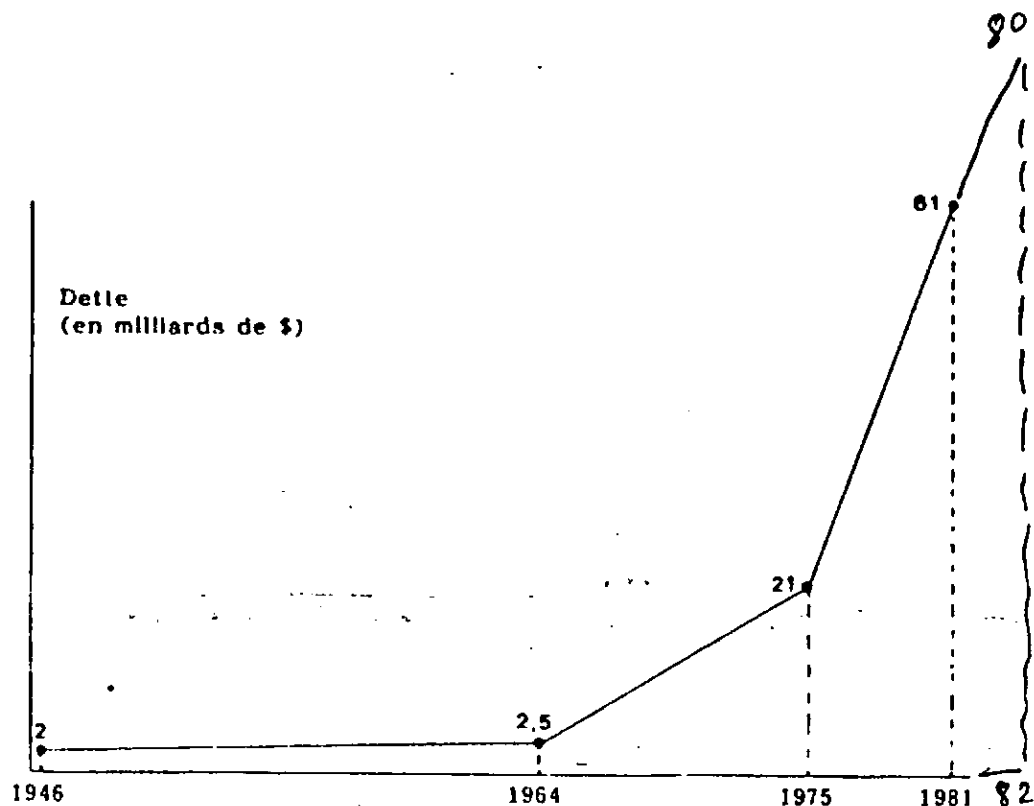
4 - CE QU'IL Y A DERRIERE CARAJAS : LA DETTE EXTERIEURE

Le gouvernement brésilien paraît vouloir répéter avec Carajas les importants "attraits" offerts au capital étranger à l'époque du "miracle". Ce sont ces attraits qui ont été parmi les grands responsables des distorsions du processus brésilien de croissance et de l'actuelle voie sans issue qu'est la dette extérieure.

4.1 - La croissance exponentielle de la dette.

Les idéologues du modèle économique brésilien affirmaient dès 1964 que l'endettement extérieur était essentiel pour une "croissance économique accélérée et autonome".

Le problème est que la dette a augmenté bien plus vite que la croissance économique.



La dette qui n'avait crû que de 25 % entre 1946 et 1964 a augmenté de plus de 3 000 % sous le gouvernement militaire (1964 - 1982).

La dette augmente d'environ 15 milliards de dollars par an. Or, on présente le projet Carajas comme pouvant créer des exportations annuelles de 15 milliards. Carajas, c'est donc le salut, c'est lui qui doit payer la dette extérieure.

Selon l'argumentation officielle, Carajas a besoin d'un investissement de 60 milliards de dollars pour récupérer, en 10 ans environ, 150 milliards de dollars. Comme on l'a vu précédemment, les soldes prévus par l'IPEA (organisme gouvernemental) pour la période 1980-90 ne dépasseraient pas 0,5 milliard par an : ceci, pour les projets déjà approuvés.

En réalité, ce que Delfim NETTO espère avec le projet Carajas, c'est que sa seule "ouverture" au capital multinational va lui permettre de renégocier la dette extérieure.

4.2 - L'intervention du FMI

Début Septembre 1982, lors de la réunion du FMI (Fonds Monétaire International) à Toronto, M. GALVEAS, Ministre des Finances du Brésil, avait annoncé que le gouvernement s'engageait à prendre, après les élections, une série de mesures économiques avec, entre autres :

- d'importantes restrictions budgétaires
- la révision de la loi salariale

C'est maintenant chose faite et le FMI va libérer un crédit de 5 milliards de dollars. Il libèrera aussi un milliard de plus au titre de "financement compensatoire" (pour compenser la baisse de certaines recettes d'exportation). Dans sa lettre d'intention au FMI, au mois de Décembre 1982, le Brésil a annoncé sa volonté de stopper tous ses grands projets dont le projet nucléaire; seuls ne seraient pas touchés le barrage d'Itaipu, en cours de finition, et le projet Carajas.

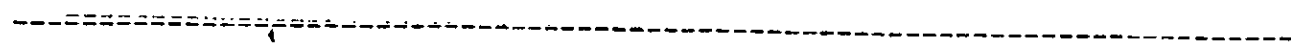
5 - LES CONSEQUENCES DE CARAJAS

Le journaliste Helio FERNANDEZ a dit, en parlant de Carajas : "Ce projet est l'un des plus grands crimes commis contre le Brésil, contre les générations actuelles et futures. Pour bien moins, on a pendu Calabas⁽⁺⁾"

5.1 - Ses conséquences au niveau national

Le projet Grand Carajas n'est pas orienté vers les intérêts nationaux : en effet, il a été élaboré à l'étranger (Japon) et sa philosophie de base permet l'internationalisation d'une immense partie du territoire national. Il faut donc en attendre de graves implications au niveau de toute la nation. Il s'agit d'un projet *autoritaire* du gouvernement, un projet gigantesque destiné à l'exportation, un projet qui va retirer un grand nombre de ressources à la communauté nationale pour pouvoir intéresser le capital international à investir à Carajas.

Il n'a été laissé aucune place à la société civile pour participer



(*) Calabas : nom d'un indigène qui a aidé les Hollandais durant leur conquête temporaire du Nord du Brésil en 1635.

à la formulation et à l'implantation du programme "Grand Carajas"

Les conséquences sont faciles à prévoir :

- perte de l'autorité nationale sur de vastes parties du territoire brésilien et sur d'importants secteurs économiques : création d'enclaves étrangères en territoire brésilien qui renforcent encore le pouvoir des monopoles internationaux et des grands groupes financiers;
- augmentation croissante de la dette extérieure accroissant, toujours davantage la dépendance du Brésil
- appropriation et transfert hors du Brésil de la presque totalité des recettes obtenues; les entreprises multinationales ont de multiples moyens, légaux ou non, pour transférer vers leurs pays d'origine, les bénéfices générés par les travailleurs brésiliens : "royalties", patentes, transferts de technologies, sous-facturation, assistance technique, etc...
- impossibilité que les richesses de Carajas soient utilisées dans des projets de développement qui puissent servir à la fois les intérêts de la population locale et les intérêts de toute la nation.

5.2 - Ses conséquences sur le problème de la terre

- Augmentation de la concentration foncière, créant ainsi d'immenses propriétés et aggravant les problèmes déjà énormes de la possession de la terre dans cette région. On peut citer l'exemple de Vila de Conde à Barcarena où l'on est en train d'expulser 3 000 familles de "posseiros", métayers et petits propriétaires; à Sao Luis, ont été aussi expulsées plus de 6 000 familles d'une zone où la multinationale ALCOA est en train de s'installer.
- Expulsion, sous les formes les plus diverses, de manière violente la plupart du temps, de milliers de familles de "posseiros" qui vivent là depuis des dizaines d'années et qui ont légalement le droit à la terre qu'ils cultivent. Les expulsions ou les violences par des groupes armés à la solde des grands propriétaires sont devenues une habitude dans la région. En 1981, l'Etat du Maranhao a atteint le record au Brésil en ce qui concerne le nombre de conflits pour la possession de la terre; l'Etat du Para, lui, est arrivé second (voir le cas du Bico do Papagaio, relaté en annexes 3.1., 3.7 et 3.8)

- Avec l'arrivée des grandes entreprises de construction du Sud du Brésil pour réaliser les ouvrages d'infrastructuré de Carajas, des milliers d'ouvriers sont employés : ils reçoivent des salaires très bas, leurs droits ne sont pas respectés, ils sont soumis à des contrôles très sévères sur les chantiers et quand ceux-ci sont terminés, ils sont expulsés sans aucune alternative de travail. C'est ainsi qu'en Janvier 1983, 6 000 ouvriers ont été licenciés de la Centrale de Tucuruí (au-dessus de Carajas) construite avec des capitaux français et arrivée à sa phase finale.

- Disparition des cultures vivrières de la population locale et même disparition de l'agriculture commerciale locale (comme c'est le cas pour le riz du Maranhao) et implantation de cultures destinées principalement à l'exportation. Il s'ensuit une augmentation vertigineuse du prix des denrées alimentaires de première nécessité, alors qu'elles étaient en grande partie produites par l'agriculture locale.

- De plus, le projet prévoit l'installation de 100 000 familles japonaises sur des terres le long de la voie ferrée Carajas - Sao Luis, terres dont la production agricole sera directement destinée à l'exportation.

5.3 - Ses conséquences dans les villes de la région

Il y a une croissance accélérée et de façon tout à fait désordonnée des grandes villes de la région; en effet, tous les migrants expulsés de leurs terres se dirigent vers les villes pour y chercher du travail et des conditions de vie qu'ils espèrent meilleures.

Par ailleurs d'énormes contingents de main d'oeuvre venant de tous les coins du Brésil se dirigent vers la région attirés par l'annonce des grands ouvrages et des chantiers qui s'implantent à Carajas. Cela rend encore plus cruciaux les problèmes des grandes villes, à savoir :

- le manque de logements, avec la création de grandes "favellas" ou bidonvilles

- le chômage et les bas salaires qui sont les maux chroniques de la région

A Sao Luis, d'après la BNH (Banque Nationale de l'Habitat), 45 % de la population active de la ville gagne moins d'un salaire minimum (400 FF) et le revenu moyen des habitants du Maranhao s'élève à seulement 20 % du revenu moyen national.

. A Belem, selon une étude de la Geotecnica , pour une population active de 940 000 personnes, il y a 350 000 personnes sans travail.

5.4 - Ses conséquences sur l'environnement

- Exploitation de forme dévastatrice des ressources naturelles de la région
- Dévastation de la forêt naturelle; le reboisement ne réussira pas à reconstituer l'ensemble de la flore et de la faune de la région
- Pollution de vastes zones, avec la contamination de l'eau des rivières, et divers points d'eau, contaminant de ce fait toutes espèces de vie aquatique (crustacés, poissons...) et même l'eau potable. Les endroits où seront normalement déposées les "boues rouges" (résidus de l'extraction de l'alumine) seront transformés en terrains stériles incapables de produire quoique ce soit.

6 - CARAJAS : OMISSION DE LA DIMENSION SOCIALE

Si le programme Grand Carajas respectait effectivement son principal objectif social qui est de *créer 1 million de nouveaux emplois* dans la zone sous sa juridiction, cela signifierait qu'en 15 ans :

- 9 millions de personnes se rendraient dans les Etats du Para, du Maranhao et du Goias, attirés par les projets économiques qui y seraient implantés
- 8 millions de personnes, non employées dans les activités économiques du programme, poursuivraient leur migration vers l'intérieur de l'Amazonie ou resteraient dans les dizaines de villes qui surgissent autour du projet.

Cette projection d'emplois (900 000 pour les activités agro-pastorales et forestières, 100 000 pour les activités minières) sera difficilement respectée. Mais, si tel est le cas, le coût des emplois créés sera extrêmement élevé. Les emplois directs sont en réalité estimés à plus d'un million (1 247 000) ce qui représente un coût de 49 000 dollars par emploi. Et cela alors que :

- le revenu par habitant dans la région est de l'ordre de 600 dollars par an
- le nombre de personnes sans travail, sur l'ensemble du Brésil est supérieur à 12 millions

L'exemple de Tucuruí est, à ce titre, sans ambiguïté. Tucuruí est une grande centrale hydro-électrique qui va alimenter en énergie une grande partie des projets Carajas avec une priorité pour l'aluminium. Le Secrétariat à la Santé du Para a constaté que, sur 10 personnes arrivant à Tucuruí, 9 n'étaient pas "absorbées" par les travaux de la centrale; sur ces 9 personnes, 5 poursuivaient leur migration vers l'intérieur et les 4 autres s'installaient autour du projet dans des activités précaires.

Au début de l'année 1982, il y avait encore 27 000 ouvriers travaillant à la centrale; depuis Janvier 1983, 12 000 ont été renvoyés et il n'y aura plus que 1 000 employés en 1986. La mortalité infantile a enregistré à Tucuruí la croissance la plus importante de tout le Para durant la dernière décennie : elle est passée de 40 % à 100 %.

Il est peu probable que le programme "Grand Carajas" présente des solutions réelles pour ces problèmes, toujours plus graves. En privilégiant le capital et en utilisant des technologies économes en main d'oeuvre, le projet, au contraire, va multiplier et amplifier la gravité de ces problèmes.

Et ceci, parce que la dimension sociale du programme a été tout simplement, et sous tous ses aspects, omise.

7 - LES ALTERNATIVES AU PROJET CARAJAS

Les alternatives au projet doivent être précédées tout d'abord par un processus politique, c'est-à-dire une démocratisation de l'information et l'ouverture d'un débat sur les questions fondamentales, les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en oeuvre. Enfin, le programme doit être soumis au contrôle démocratique du Congrès, des organismes adéquats de l'Exécutif et du Judiciaire et des organisations représentatives (syndicats, organisations de base...)

Ensuite, les alternatives devraient compter sur une ample participation des organismes brésiliens d'études et de recherches, afin de tirer le meilleur parti des ressources humaines, naturelles et financières pour formuler des solutions émanant de la nation elle-même et afin de promouvoir l'intégration de Carajas au Brésil.

Enfin, il serait nécessaire d'insérer dans le programme, un ensemble de solutions à long terme, à l'intérieur d'un processus de développement qui prenne en compte les composantes économiques, sociales, politiques et culturelles. C'est précisément dans cette perspective que l'IBASE (Institut Brésilien d'Analyses Sociales et Economiques) a déjà présenté, fin 1981, un *plan alternatif de développement* en prenant comme point de départ les quelques études qui ont été faites par le gouvernement brésilien et qui sont disponibles au public.

Il s'agit d'une analyse, logique et bien argumentée, qui prétend essentiellement promouvoir un débat sur la question du rythme des investissements et sur la manière dont ils sont faits. Il est indispensable de démystifier l'obligation avancée par le gouvernement de réaliser le programme aussi rapidement (10 ans) sous le prétexte de l'équilibre de la balance commerciale, puisqu'une telle démarche hypothèque l'avenir du Brésil. Ainsi, ce n'est plus sur 10 ans avec un coût de 60 milliards de dollars que le programme Carajas pourrait se dérouler, mais sur 20 ans, avec un coût d'environ 25,9 milliards de dollars (16,1 milliards destinés aux activités de production et 9,8 milliards à l'infrastructure)

Dans ce cas, le Brésil pourrait utiliser massivement ses propres ressources, ne faisant appel à l'extérieur que pour 13 % du budget du projet. Pour plus de détails concernant ce plan alternatif, se reporter à l'annexe 3.4, extrait de "Raw Materials Report", p. 64-69.

Il y a eu en 1981 et en 1982, de nombreuses prises de positions allant dans le sens de l'IBASE, ainsi qu'un grand nombre de manifestations contre le projet Carajas tel qu'il est prévu et mis en oeuvre par le gouvernement brésilien.:

- le CDA (Comité de Défense de l'Amazonie) du Para a organisé une semaine de débats
- le PMDB (principal parti d'opposition) a condamné la manière dont était orienté le projet Carajas; son Président Ulisses GUIMARAES, disait à ce sujet, le 11 Septembre 1981, que Carajas avait "des finalités qui ne sont pas orientées vers les besoins nationaux, mais seulement destinées à servir des intérêts élitistes quand ils ne sont pas imposés au Brésil en vue d'y transférer des problèmes qui affectent les pays industrialisés". Ulisses GUIMARAES

réclamait une rédéfinition complète du projet Carajas

- le Mouvement pour la Libération des Prisonniers de l'Araguaia (les deux prêtres français et les 13 posseiros) a réalisé un grand séminaire suivi par 600 personnes et a publié un document intitulé "Carajas : progrès ou vente de la patrie ?"

- la Société Brésilienne pour l'Avancement de la Science (SBPC) a organisé en 1981 à Salvador de Bahia et en 1982 à Sao Paulo, de grands débats sur Carajas. L'annexe 3.3 est extraite de la revue de la SBPC, "Ciencia Hoje"

- Le CNDDA (Campagne Nationale pour la Défense et le Développement de l'Amazonie) a organisé en Septembre 1981 à Rio de Janeiro un Symposium international dont l'une des têtes de chapitres était Carajas.

- Enfin, même les industriels proches des milieux gouvernementaux ont réagi :

. La Confédération Nationale de l'Industrie (CNI) réclame une plus grande participation des chefs d'entreprises aux débats et une plus grande nationalisation des équipements disponibles.

. André KAUFMAN, Président de l'Association Brésilienne des Métaux Non-Ferreux (ABANTE) demande que le patrimoine de Carajas ne soit pas aliéné pour résoudre le problème de la dette extérieure et que l'équilibre écologique soit préservé . Il suggère que les projets soient limités pour éviter de compromettre les richesses minières et végétales et que le projet soit ouvert aux petites et moyennes entreprises. Il affirme que le capital étranger est bienvenu, mais de préférence associé au capital national, et que la technologie nécessaire à la transformation des métaux ferreux de Carajas existant déjà au Brésil, il n'est pas nécessaire de l'importer.